

Nous publions ici le texte d'une communication donnée au colloque « [Penser l'émancipation](#) » en septembre dernier. Pour des développements supplémentaires, nous renvoyons lectrices et lecteurs au texte publié par l'auteur dans le volume IV (« [Altérophobie, superfluité et abstraction : une société de dominations](#) ») de la série « [Théorie critique de la crise](#) » publiée par la revue Illusio.



Comme l'indique le titre de ma communication, je voudrais évoquer les ravages de l'industrie numérique, en ciblant mon propos sur un conflit oublié, toujours en cours, qui se déroule au Congo. Le comité d'organisation du colloque [Penser l'émancipation](#) écrivait dans son appel à contribution : « pour être à la hauteur du défi révolutionnaire aujourd'hui, des rébellions vaincues, des révoltes écrasées, des défaites les plus amères, la théorie doit pouvoir se hisser à son plus haut niveau et mener – citant Marx – “la critique impitoyable de tout ce qui existe” ». Or aujourd'hui, « tout ce qui existe » et qui prend une forme totalisante, et inévitable, c'est entre autres ce qui dépend de près ou de loin du numérique, devenu la nouvelle religion, symbole d'innovation, de progrès.

Le numérique, les nouvelles technologies, s'imposent partout. Si jamais certains en doutaient encore, juste deux exemples afin de « planter le décor » et de contextualiser le monde technologisé dans lequel nous vivons :

– chaque jour, dans le monde, se vendent environ 650 000 téléviseurs, 6 millions de téléphones mobiles ou encore 15 millions d'ordinateurs ;

– ensuite, une rubrique dénommée « 60 secondes sur Internet » publiée par le *blog* du modérateur permet de décrypter les tendances générales des internautes et la massification des pratiques médiatiques et communicationnelles. En une minute, dans notre monde actuel : 70 000 heures de films sont regardées sur Netflix ; 150 millions de mails sont envoyés ; 1 500 demandes de courses sont traitées par Uber ; 550 000 photos sont partagées sur Snapchat ; 50 000 applications sont téléchargées sur Apple Store ; 200 000 dollars de chiffres d'affaire sont réalisés par Amazon ; 120 nouveaux comptes sont créés sur LinkedIn ; 350 000 tweets sont publiés sur Twitter ; 40 000 posts sont partagés sur Instagram ; 1 million de boucles de vidéos de Vine sont regardées ; 40 000 heures de

**Le Congo (RDC) : un génocide au XXI^e siècle ? D'un massacre de
masse déterminé par l'industrie numérique**

<https://www.contretemps.eu> redaction

musique sont écoutées sur Spotify ; 2,5 millions de recherches sont effectuées sur Google ; 1 million de *swipes* (réponses négatives et positives) sont réalisées sur Tinder ; 3 millions de vidéos sont vues sur YouTube ; 20 millions de messages sont envoyés *via* WhatsApp ; 700 000 connexions sont effectuées sur Facebook. Et ces chiffres datent de 2016.

Dans le cadre d'une théorie critique du capitalisme, c'est bien cela qu'il s'agit de critiquer, à savoir ce secteur numérique qui constitue une part toujours plus importante de la totalité sociale, ou encore de la totalité capitaliste qui se traduit par la propagande numérique tous azimuts, l'extension et la croissance sans fin des marchandises *high tech*.

Mais mon propos n'est pas de critiquer « tout ce qui existe » ici, c'est-à-dire en Occident, dans nos sociétés dites « développées » ou pays dits « riches ». Je me placerai aujourd'hui sur un autre terrain de la critique, en amont, avant même cette folle consommation numérique. L'idée est plutôt de partir de l'origine de la production et de la fabrication exponentielle nécessaires à notre société connectée.

En d'autres termes, c'est [l'extractivisme](#) névrotique et l'exploitation des ressources naturelles – c'est-à-dire ce qui permet la base matérielle du capitalisme numérique, son armature, son squelette, sa charpente – qu'il faut étudier afin de comprendre la matérialité de nos vies virtualisées, l'aspect bien réel et concret du virtuel ou du cyberspace. C'est donc à la racine qu'il faut aller chercher l'extraordinaire destructivité du capitalisme contemporain. Il faut remonter le circuit de la mondialisation marchande, repartir à la base de la chaîne produisant les gadgets technologiques par milliards, jusqu'à ce qui les constitue, jusqu'à leur composition en métaux, eux-mêmes résultats et produits à partir de minerais.

Et c'est là où il est intéressant de se pencher sur le Congo, cela devient même inévitable, puisque le Congo en détient plusieurs et en plus en grande quantité. Le propos est d'aborder le Congo en tant qu'analyseur de l'histoire sanglante du capitalisme, à la fois passée, présente et sans doute à venir.

Quelques rappels sur la RDC

La RDC, que je nommerai Congo (en référence au Congo-Kinshasa), à différencier de l'autre Congo, le Congo-Brazzaville (ancienne colonie française), constitue un des pays les plus vastes et les plus peuplés d'Afrique. Le Congo est situé en Afrique centrale, doté à ce titre d'une situation stratégique, incontournable au cœur du continent africain, notamment de par l'immensité de son territoire qui regorge de matières premières. À ce titre, il fait l'objet de convoitises, à tel point qu'il a subi des décennies de guerres civiles, de pillages et d'occupation, c'est-à-dire de colonialisme dans ses différentes variantes.

Ce qui permet de faire une présentation historique. Pour faire court et direct, 130 ans de destruction et d'occupation qu'on peut résumer en 4 périodes, correspondant à 4 pillages :

- de sa création en 1885 lors de la conférence de Berlin à 1908, le Congo était la propriété privée et personnelle du roi belge Léopold II, fait unique dans l'histoire du colonialisme : 1^{er} pillage d'une extrême barbarie pour l'exploitation de l'ivoire et du caoutchouc : les évaluations se chiffrent à 10 millions de morts, génocide méconnu encore aujourd'hui ;
- ensuite, on parle de Congo belge de 1908 à 1960. C'est le 2^{ème} pillage, cette fois-ci opéré

- après, en 1960, c'est l'indépendance, avec une figure importante et connue, Patrice Lumumba, qui sera assassiné un an plus tard par les Belges et les États-Uniens, qui placent Mobutu au pouvoir, pour 32 ans de dictature et de pillage personnel, Congo qu'il renommera Zaïre : c'est le 3^{ème} pillage ;

- enfin, Mobutu sera lâché par ses soutiens occidentaux en 1997, année où Joseph-Désiré Kabila prend le pouvoir et renomme le pays République Démocratique du Congo (RDC). Ce qui correspond au début du 4^{ème} pillage, celui qui nous intéresse, puisque toujours d'actualité, sur lequel repose une partie conséquente du secteur *high tech*. La RDC est donc un analyseur de la tradition colonialiste (ancienne ou présente) et de la barbarie capitaliste, de la sauvagerie qu'implique le fétichisme de la marchandise et de l'argent.

De fait, la situation actuelle du pays, bien entendu tributaire de ce passé de martyr, est calamiteuse, et dans le même temps contradictoire, puisque le Congo est l'un des pays les plus pauvres au monde - si ce n'est le plus pauvre, alors qu'il dispose d'un sous-sol parmi les plus riches de la planète.

Le Congo est d'ailleurs regardé avant tout comme un immense réservoir de matières premières. Les colonisateurs belges, à la fin du XIX^e siècle, l'avaient qualifié de « scandale géologique » tant sa terre regorge de ressources naturelles. En voici une liste. Au-delà du bois précieux, du café, du bétail, du fleuve et de ses énormes capacités énergétiques, de l'ivoire et du caoutchouc, du diamant et de l'or, de l'uranium, du gaz et du pétrole (ce qui attire déjà bien des « requins »), on peut encore citer la bauxite, la stannite, le plomb, le fer, la manganèse, le tungstène, le niobium, le germanium, le wolfram, le zinc, le nickel et l'argent. Mais peut-être plus encore le cuivre et le cobalt, et pour finir le coltan et la cassitérite. En plus de cette diversité, et de la qualité unique de certains de ces minerais, le Congo a la particularité - et le malheur ou la malédiction - d'en détenir une grande quantité, comme c'est par exemple le cas pour le cuivre et l'étain, ou encore le cobalt et le coltan, dont la RDC recèlerait 80 % des réserves mondiales. Autant dire que nous avons tous du Congo dans nos poches, dans nos salons ou sur notre bureau.

Et pour cause, nombreux de ces minerais sont essentiels, indispensables à la fabrication de nombreux produits que proposent les multinationales de la communication, des médias, du numérique et bien d'autres. Là encore il n'est pas inutile de citer une petite liste tant, finalement, nous les retrouvons dans quasiment tous les objets qui font notre modernité, en particulier deux minerais.

Tout d'abord le coltan : minerai malléable, prisé pour son efficace résistance à la corrosion, permettant la fabrication de condensateurs qui stockent l'énergie, les données et résistent à la chaleur. Avec trois condensateurs par *smartphone*, l'industrie du portable est un gros consommateur de coltan qu'on retrouve dans tous les équipements électroniques, bien au-delà des téléphones mobiles, puisqu'également nécessaires à la fabrication de GPS, satellites, télévision plasma, consoles pour jeux vidéo, ordinateurs portables, MP3, MP4, jeux électroniques et appareils photo, etc., mais encore fusées spatiales, armes téléguidées et missiles.

Autrement dit, c'est un minerai moteur de toute notre civilisation occidentale et du capitalisme contemporain. Indispensable à l'industrie numérique et à l'ensemble du secteur *high tech*, mais aussi aux industries aérospatiale et aéronautique, le coltan est également incontournable pour l'équipement stratégique militaire et l'industrie de l'armement.

Deuxième ressource incontournable : la cassitérite, principal minéral de l'étain, aujourd'hui également très recherchée par toute l'industrie électronique. Le journaliste Christophe Boltanski, auteur d'une rare et remarquable enquête, écrit que, je cite, « *les nouvelles technologies ne peuvent pas se passer de l'étain*. Elles en consomment de plus en plus, au risque d'épuiser rapidement les réserves existantes. Sans gallium, cobalt, antimoine, tungstène, coltan, indium, nickel, rhodium et bien d'autres corps simples aux noms compliqués, pas d'imageries médicales, de superalliages, de puces, de transistors, d'écrans à cristaux liquides, de cellules photovoltaïques, de catalyseurs... *Et sans étain, pas de connexions, donc pas d'électronique* ».

Comme pour le coltan, nous retrouvons l'étain logé dans toutes les marchandises de l'industrie numérique, et d'autres, je cite à nouveau Boltanski : « PC, MP3, cellulaires, PlayStation, caméra digitale, décodeurs, radio, hi-fi, scanners, imprimantes, voitures, avions, *tout ce qui comporte de l'électronique, toute notre modernité en contient une trace. L'étain est partout* ». Or, le Congo produit 10 % de l'étain consommé dans le monde et détiendrait 30 % de ses réserves.

Ainsi, les enjeux sont tels qu'ils alimentent des conflits pour leur accaparement, leur contrôle et leur vente. Ce véritable « trésor » provoque instabilités et désordre, où s'entremêlent enjeux politiques, économiques, géostratégiques, régionaux ou encore ethniques avec le Congo au centre de cette guerre commerciale qui se traduit en une guerre civile interminable.

Un pillage généralisé

Venons-en aux principales caractéristiques de ce pillage généralisé et du conflit. Tout d'abord, comment celui-ci se réalise ? Au sein d'une criminalité sans limite, qui est l'état « normal » du commerce des minerais là-bas. L'est de la RDC est un état de non-droit où le crime est institutionnalisé. Les terres sont conquises par des groupes armés dans une extrême violence et les ressources naturelles appropriées de force par des rébellions, généralement dans le sang.

Le crime est logé à chaque étape de fabrication, de l'amont à l'aval, c'est-à-dire de l'appropriation des minerais, de sa valorisation financière, de sa circulation lors des diverses étapes de transformation et de fabrication, jusqu'à sa décomposition ou sa destruction, toutes faites de *contrebande*, de *trafic* et de *corruption*, alimentant de multiples réseaux mafieux.

Le commerce des minerais s'opère donc dans l'illégalité la plus totale, selon des pratiques mafieuses et des comportements criminels banalisés. La majorité des lois et des juridictions sont bafouées, tant nationales qu'internationales : par exemple droit du travail, législations sociales et normes environnementales ne sont pas respectées. L'ensemble de cette économie est qualifié par les divers rapports comme *informelle*, *souterraine*, *opaque*, où il est quasi impossible d'effectuer une traçabilité, un suivi des minerais et connaître leur provenance originelle.

Deuxième caractéristique de ce pillage au Congo : les conditions de travail épouvantables, indignes. En effet, une fois les territoires contrôlés par les seigneurs de guerre, ceux-ci font travailler toute la population sans exception : ils exploitent les hommes, les femmes et les enfants. Les conditions de travail sont ignobles, dénoncées par des ONG comme *Amnesty*

Dans les mines congolaises, des enfants travaillent comme des forçats, jour et nuit, jusqu'à parfois mourir dans ce que plusieurs journalistes appellent les « mines de la mort » ou les « mines de la honte », ensevelis par des éboulements. D'autres meurent de maladies, car cette vie d'esclave s'accompagne des maladies liées à la pénurie d'eau potable et à la promiscuité (choléra, diarrhée).

Troisième caractéristique de ce pillage : avec l'expropriation des terres, ou pendant, ont lieu d'effroyables et nombreux massacres, pour chasser les populations autochtones qui habitent sur leurs terres riches en minerais, encore aujourd'hui en 2017, 20 ans après le début des conflits. La liste des massacres est longue, souvent sans jugement ni condamnation des coupables, c'est-à-dire en toute impunité, inutile de vous décrire ici la barbarie dans laquelle se réalise l'accaparement du sol et du sous-sol congolais.

Afin d'humilier et d'exterminer des villages et des communautés, s'ajoutent aux tueries de masses d'autres formes de barbarie, connues en temps de guerre : je fais ici référence aux violences sexuelles. En effet, une autre atrocité de guerre sciemment utilisée par les criminels est le viol, véritable arme de destruction massive. Le docteur congolais Denis Mukwege, connu internationalement pour son action auprès des femmes violées, dit, je le cite, que « le viol est un moyen de conquérir un territoire, de chasser ses populations, de détruire une société. Les viols sont planifiés, organisés, mis en scène. Ils correspondent à une stratégie visant à traumatiser les familles et détruire les communautés, provoquer l'exode des populations vers les villes et *permettre à d'autres de s'approprier les ressources naturelles du pays* ».

Ce qui détermine et motive ces viols, c'est bien l'appropriation des minerais qui se retrouvent au sein de nos gadgets technologiques. Mukwege, dans un discours au Parlement européen à Strasbourg, en 2014, l'exprime justement, je le cite à nouveau : « quand des groupes armés arrivent quelque part, ils rassemblent les habitants, les violent et les torturent systématiquement devant leurs proches, tuent tous ceux qui tentent de réagir et réitèrent la même opération d'un village à l'autre. *Ensuite, ils peuvent exploiter en toute tranquillité l'or, le coltan ou l'étain.* Le viol est utilisé comme tactique de guerre, détruisant des communautés *afin d'obtenir le contrôle des minerais utilisés dans nos téléphones portables* ».

La barbarie est donc sans nom, on viole jusqu'à des enfants et des bébés, mais aussi des vieilles femmes et des hommes. Les chiffres sont terrifiants : depuis 20 ans, on dénombre plus de 500 000 femmes et filles violées. En 2010, Margot Wallström, envoyé spécial de l'ONU, a qualifié le Congo de « *capitale mondiale du viol* », d'autres analystes parlent d'un « féminicide » en cours.

Une autre caractéristique tient, plus généralement, à la destruction de la société civile congolaise, tout du moins de sa région Est, car après les viols, c'est bien sûr le sida et autres MST qui déciment les populations victimes. Venons-en donc au désastre humanitaire, lourd pour l'industrie numérique et le capitalisme globalisé : un bilan humain catastrophique, à la hauteur des pires massacres passés, dignes des génocides du XX^e siècle, puisqu'à ce jour, en 2017, d'après les estimations, le conflit congolais compterait 6 millions de morts. C'est tout simplement impensable, improbable, même si ces chiffres restent approximatifs, voire contestés.

S'il y a des causes multiples, des acteurs et donc des responsables multiples, je le redis et le répète avec les propos d'un enquêteur : « le secteur de l'électronique est *le seul et unique* débouché des minerais de l'Est du Congo. Après de nombreux intermédiaires, les métaux arrivent finalement au stade des grandes compagnies mondiales ».

Quelles sont donc ces compagnies mondiales impliquées et donc en partie responsables ? Celles-ci sont citées dans plusieurs rapports d'ONG ou d'enquêtes journalistiques : Alcatel, Ericsson, Bayer, Bolloré, Intel, Hewlett Packard, Philips, Acer, Dell, Apple, Microsoft, Motorola, Nokia, Panasonic, IBM, Sony, Samsung, Toshiba, Lenovo, Canon, Nikon, Nintendo et bien d'autres, auxquelles il faut ajouter les sociétés d'exploration et d'extraction, les sociétés minières et métallurgiques, ou encore les sociétés financières.

Ainsi quelle responsabilité peut-on, ou doit-on, attribuer à l'industrie numérique et à ses dirigeants ? Autrement dit, n'est-ce pas légitime de s'interroger sur la comparution des responsables des sociétés numériques impliqués dans le conflit congolais – qu'ils connaissent tous – devant une cours de justice internationale, aux côtés des bourreaux et des tortionnaires qu'ils financent ? N'y a-t-il pas complicité et contribution à des crimes de guerre et à des crimes contre l'humanité ? Qu'est-ce que la communauté internationale peut apporter ou répondre aux demandes de réparation de la part des Congolais ? Qui plus est pour *un conflit qui n'est toujours pas terminé* ! À ce propos, certains militants congolais des droits de l'homme exigent la création d'un Tribunal Pénal International pour le Congo.

Mais la responsabilité n'incombe pas seulement à l'industrie numérique. Parmi les pays frontaliers africains impliqués dans les différentes guerres, le Rwanda et l'Ouganda représentent une clé du conflit, avec une stratégie explicite d'occupation de l'Est du Congo, soutenu par les États-Unis. La responsabilité incombe aussi aux autres États, à l'Union européenne, l'ONU, les institutions économiques et financières supranationales telles que le FMI et la Banque mondiale. Combien faudra-t-il de morts en plus au juste pour que la communauté internationale se réveille ?

Plusieurs observateurs estiment que la guerre en RDC est l'un des conflits les plus meurtriers depuis la Seconde Guerre mondiale. Boltanski écrit que « ce n'est pas la première fois que l'on tue en Afrique pour ses richesses naturelles. Par exemple en Sierra Leone, au Libéria, en Angola, l'enjeu était le même : du cuivre, de l'or, des diamants, du pétrole. Mais jamais, depuis les indépendances, la cupidité de quelques-uns n'a eu un coût humain si élevé ». Et puisque Macron et tous les autres nous promettent une *start-up nation*, une économie numérique et encore plus une vie totalement connectée et numérisée, le pire n'est-il pas encore à venir pour les Congolais ? Sans compter l'industrie spatiale, aéronautique et de l'armement qui s'accroissent et qui sont également dépendants des minerais congolais, je pense en particulier au cobalt, considéré comme un minerai stratégique par le Pentagone pour la défense états-unienne ?

Ce qui revient toujours, parmi les témoignages, enquêtes et autres rapports, est l'indignation, l'incompréhension face à l'indifférence généralisée. C'est donc l'ensemble de la civilisation occidentale qui est condamnable, jusqu'à ceux qui la composent, les civils, c'est-à-dire *nous*, consommateurs occidentaux, également responsables, souvent inconsciemment. Comme le dit un religieux sur place : « combien de temps resterons-nous assis ? ». Car nous sommes en effet les derniers maillons de la chaîne, et contribuons indirectement à la poursuite du conflit au Congo à chaque achat d'un gadget technologique. En effet, en France par exemple, pour 22 millions de téléphones portables

Autres responsables, et pas des moindres ? Les médias. Cette indifférence pose encore le rôle de la presse et des organes d'information, de l'impardonnable silence médiatique. Comment un massacre d'une telle ampleur peut-il rester sans écho médiatique ? Les plusieurs millions de morts ne soulèvent aucune couverture médiatique soutenue ou audacieuse à l'échelle mondiale et ne provoquent aucune indignation, aucun impact dans l'imaginaire populaire.

Là encore, plusieurs questions : pourquoi les morts congolais ne font pas la « Une » des médias ? N'est-ce pas d'ailleurs la preuve de l'échec de la soi-disant « société de l'information et de la connaissance » ? Notre société est tellement saturée d'informations insignifiantes qu'elle arrive, malgré les millions de canaux, à *censurer un tel massacre*.

Après quarante années de révolution micro-électronique et micro-informatique et une colonisation des bien mal nommées technologies de l'information et de la communication, avec sept ou huit écrans en moyenne par foyer, le monde occidental et ses habitants ont si peu à dire sur un massacre qui finance leur équipement technologique insoutenable pour l'environnement et pour la vie de millions d'êtres humains.

Notre civilisation de l'écran et de l'image, évoquée au début, repose ainsi, en partie tout du moins, sur le meurtre et l'assassinat permanent au Congo depuis vingt ans, où un peuple est opprimé, détruit, exterminé à petit feu par le techno-capitalisme mondialisé.